

## Ch VI - La perversion politique

### I Le point de départ

Il n'est peut-être pas inutile, tant il y a eu de malentendus à ce sujet, de rappeler les grandes lignes de la pensée biblique et évangélique sur la Politique de l'État. Tout cet enseignement a été massivement recouvert par le travail de justification, de légitimation du pouvoir politique. En Israël à partir de David, et surtout dans la chrétienté à partir du trop célèbre « *Omnis potestas a Deo* » de Paul. Bien entendu, je ne vais pas reprendre tout l'enseignement biblique sur le pouvoir et la politique, j'ai trop écrit là-dessus pour recommencer. Je me borne à rappeler les thèses principales auxquelles je suis parvenu, me bornant à renvoyer le lecteur à mes nombreux articles sur la question\*

L'idée centrale c'est que la conception biblique, déjà dans l'Ancien Testament malgré l'existence d'Israël en tant que nation, mais surtout dans le Nouveau, où l'Église « Nouvel Israël » est un anti-Etat, cette conception n'est pas du tout apolitique, mais antipolitique, au sens où l'on refuse de doter la politique d'une valeur. Elle est anti-étatique au sens où le pouvoir politique est un pouvoir-idole conduisant inévitablement à l'idolâtrie. Le christianisme ne fournit aucune justification du pouvoir politique et, au contraire, conduit à le remettre radicalement en question. Je rappelle trois sortes de données, me bornant à l'énumération. Dans l'Ancien Testament : Le régime des « juges » qui est un régime apolitique, Dieu seul restant le roi unique, le juge donné pour le temps de crise, et choisi par Dieu directement. C'est un régime anti-étatique, il n'y a aucune organisation de pérennité du pouvoir. En second lieu, l'origine de la royauté, celle-ci étant voulue par le peuple hébreu contre la volonté de son Dieu (1 Sm 8). L'organisation royale est formellement condamnée avec des arguments ad hoc qui valent toujours\*. En troisième lieu, cette curieuse appréciation des rois d'Israël et de Samarie, dans le livre des Rois (pas dans les Chroniques), où nous voyons constamment désigner comme de mauvais rois devant Dieu les « grands » rois selon le monde, c'est-à-dire les vainqueurs, glorieux, riches. Inversement les rois vaincus, n'ayant connu que des échecs, sont jugés comme fidèles et pieux\*\*. Enfin l'appréciation fulgurante de l'Ecclésiaste qui manifeste de façon terrible la vanité, l'inutilité, l'insignifiance du pouvoir royal.

178

On ne voit pas Jésus dire que Judas est plus coupable que Pilate. Quelle importance ? Je crois que le seul lien entre les deux s'établit si le *en haut* n'est ni Dieu ni l'empereur, mais l'*exousia* du pouvoir politique, qui est une *exousia* rebelle, un ange contre Dieu. Comment concilier autrement cette déclaration (d'où on veut tirer que, selon Jésus, Pilate tient son pouvoir de Dieu) avec l'attitude générale de Jésus, attitude d'indifférence et de rejet : le silence (Jésus refuse de répondre aux questions de Pilate à trois reprises) — l'ironie (« Es-tu roi? C'est toi qui le declares !») — le décentrement, à deux reprises : « Es-tu roi? Mon royaume n'est pas de ce monde. » « Es-tu roi ?

Je suis venu rendre témoignage à la vérité. » On ne peut pas mieux envoyer promener l'autorité ! Et après cela, Jésus proclamerait que cette autorité vient de Dieu !

C'est évidemment faux.

Il faut rappeler enfin d'un mot l'étonnante considération selon laquelle du moment que Jésus se soumet à l'autorité de Pilate pour être jugé, il légitime par là cette autorité, et montre qu'il la reconnaît ! On est stupéfait que de grands théologiens aient pu soutenir ceci. Deux objections : s'il en était ainsi, Jésus légitimerait une autorité injuste dans son exercice, puisqu'elle renonce à exercer le pouvoir (Pilate cède à la foule) et qu'elle condamne un innocent. Ensuite, il faudrait étendre cet argument, et puisque Jésus s'est laissé arrêter par les soldats, cela voudrait donc dire qu'il légitime aussi la police et l'organisation militaire, ce qui est un peu gros !

Dans l'ensemble je suis donc obligé de dire que l'attitude de Jésus n'est donc pas seulement apolitique, mais effectivement anti-étatisme et antipolitique.

Dans cette énumération (qui n'est rien d'autre qu'énumération, rappel et renvoi) il faut aussi situer l'Apocalypse\*, [180] où le pouvoir politique est assimilé à la guerre et au glaive (le cheval rouge) et où sa destruction est fermement annoncée. Babylone, image de Rome, concentrant en tant que pouvoir politique la totalité du mal sur la terre. Que pèsent en face de cette ligne unanime et constante les deux textes de Paul (qu'il faut resituer dans leur contexte effectif) et le texte très ambigu de l'Épître de Pierre\*\*? Je crois que l'enseignement biblique est très clair. C'est une contestation permanente du pouvoir politique, une incitation à un « contrepouvoir », à une critique « positive », à un dialogue irréductible (comme celui du roi et du prophète en Israël), à un anti-étatisme, à un décentrement de la relation, obligeant le politique à se situer sur un autre terrain, à une relativisation extrême de tout ce qui est politique, à une anti-idéologie, à une mise en question de tout ce qui prétend à un pouvoir, ou à une domination, donc aussi du politique, et finalement pour prendre un terme moderne, à un « anarchisme » (à condition de ne pas désigner par ce mot la doctrine anarchiste du XIX siècle).

\*

On ne peut pourtant s'arrêter à cette brève évocation. Il faut au moins examiner une question que je n'ai pas traitée ailleurs : celle des textes des Évangiles. Une mode actuelle chez les historiens de l'époque de Jésus et chez les spécialistes du Nouveau Testament veut que non seulement Paul ait totalement perverti le message de

## II

### La subversion par le pouvoir

Depuis une trentaine d'années, dans les Églises protes-tantes, on a mis en accusation le « constantinisme » comme origine et cause de toutes les erreurs et déviations du christianisme, faisant de lui l'auteur de tout le mal. On inversait ainsi la glorification traditionnelle selon laquelle Constantin, devenu par miracle chrétien, avait fait triompher la vraie foi en face du paganisme et des hérésies et avait permis l'explosion en tous sens du christianisme, qui pouvait grâce à lui être librement prêché dans tout l'Empire, sans avoir à redouter les persécutions, dont la dernière était récente, car Dioclétien fut féroce pour les chrétiens. Les historiens avaient légitimement scruté cette « conversion » de Constantin.

Ce n'était pas être antichrétien que de se poser la question du sérieux, de la vérité de cette conversion, exactement comme plus tard celle de Clovis.

On a démontré sans parti pris que ces conversions vont si bien dans le sens d'une habile politique que l'on peut

leur trouver des mobiles plus politiques que religieux. Il fallait rallier le plus de « supporters » possibles, et l'Église catholique romaine représentait un appui considérable.

Elle était un opinion leader. Il fallait calculer qui avait le plus de poids, dans l'opinion, dans l'armée, dans les provinces. Les païens? Les « hérétiques »? Les catholiques? Constantin mise sur l'Église catholique et gagne.

Tout cela est vraisemblable, mais ne concerne que très indirectement notre recherche. Il nous faut en effet nous situer à l'intérieur de l'Église, à l'intérieur de la foi. Notre question n'est pas : la conversion de Constantin fut-elle sincère? Mais bien : comment cette conversion aboutit-elle à une perversion de la vérité chrétienne ? La remarque porte sur le récit même de la conversion. La fameuse vision de la Croix, dans le ciel, accompagnée par les célèbres paroles : *in hoc signo*

*vinces*, et avec l'ordre du Christ de fabriquer un drapeau particulier, le *labarum\**, avec le signe de la croix. Ceci avant la bataille des « *Saxa-Rubra* », en 312 contre Maxence.

Inutile de nous référer au passé de ce Constantin, d'une exceptionnelle cruauté dans ses guerres (les atrocités dans la guerre contre les Goths) et capable de faire mettre à mort son beau-père. C'était chose courante, et après tout ce ne sont pas des saints que Dieu convertit. Précisément la conversion pouvait être vraie dans ce cas. Mais le récit lui-même de la conversion manifeste la dénaturation profonde de l'Évangile. Une grande partie de la perversion a déjà eu lieu. En effet comment concevoir que la croix, instrument de supplice, concernant surtout les esclaves, et sur le plan humain manifestant l'échec historique de Jésus, puisse avoir été présentée comme le signe d'une victoire, militaire et politique ! La Croix est signe du, salut par l'arrestation de l'amour de Dieu, qui va jusqu'à la mort, et de rien d'autre. Elle ne peut pas être signe d'une victoire militaire. Surtout signe donné à un chef politique puissant. C'est-à-dire : la Croix est signe de la faiblesse et de l'humilité de Dieu.

....

Non, le dieu d'Abraham n'est pas plus le mécanicien de l'Histoire que celui de la nature. Dieu ne dirige pas l'Histoire comme un chauffeur, une voiture, il n'est dit nulle part que l'histoire des Chinois ou des Aztèques est manipulée par ce Dieu d'Israël. Et ceci devient encore plus faux quand on pense à la déclaration de Jésus sur son royaume qui n'est pas de ce monde. Voici, avec la vision de Constantin, que le Dieu de Jésus viendrait contredire toute cette révélation : le royaume de Jésus est de ce monde, il doit être établi par un pouvoir politique, installé par une victoire militaire. C'est inouï ! Comme opération politique et de propagande ça va marcher.

Mais comme conséquences sur l'Église et sur la foi, ce sera un désastre. Dès lors nous devons mettre totalement en doute, au plan de la Révélation, le « miracle » de Constantin.

\*

À partir de sa victoire du pont Milvius, Constantin, fidèle à sa promesse, ayant reçu l'appui de l'Église va la favoriser. Le christianisme catholique devient religion d'État, et il se produit un échange : l'Église est investie d'un pouvoir politique, et elle investit l'empereur d'un pouvoir religieux. Nous sommes ici dans la même perversion : comment Jésus pourrait-il se manifester dans un pouvoir de domination et de contrainte ? Nous devons dire avec force qu'ici nous avons la perversion de la Révélation par la participation à la politique\*, par la recherche d'un pouvoir. L'Église s'est laissée séduire, envahir, dominer par la facilité de répandre l'Évangile avec puissance (une autre puissance que celle de Dieu) et d'user de son influence pour rendre l'État aussi chrétien. Prodigieuse acceptation de la Tentation que Jésus, lui, a refusée : quand Satan lui présente tous les royaumes de la terre en lui disant qu'il les lui donne, Jésus refuse. Mais l'Église va accepter. Ne sachant plus de qui elle les reçoit !

Je ne suspecte en rien la bonne volonté, la bonne foi, la sincérité des chefs d'Église qui ont contracté ces alliances. Ils pensaient sûrement bien faire\*, mais ils n'avaient pas posé la question à la lumière de la Révélation. Les conséquences vont être presque immédiates et vont durer environ quinze cents ans. Le christianisme devient religion d'État et la combinaison entre la « vérité chrétienne » et le « pouvoir politique » aboutit à créer le complexe que nous connaissons bien. L'État représente la vérité. L'Église exerce une puissance. L'empereur va doter richement l'Église, lui faciliter toutes choses, l'aider dans sa « mission », et l'Église va attester la légitimité de l'empereur, et assurer qu'il est le représentant de Dieu sur Terre. Le texte accidentel de Paul de Romains 13 devient le texte absolu concernant l'État, traduit en latin « *Omnis potestas a Deo* »\*\*. Dès lors l'empereur va pourchasser les païens, confisquer les temples pour les donner à l'Église.

On est effrayé de la facilité avec laquelle l'Église va accepter cela. Devenue persécutrice à peine sortie elle-même de la persécution. Corrompue par le pouvoir aussitôt après avoir accédé à la simple paix. Elle vit toujours dans l'imagerie de ses martyrs, de ses saints.

Mais elle produit des martyrs de l'autre côté. Et comme il faut absolument que la vérité soit une, puisqu'elle est la garantie du pouvoir impérial, alors elle commence à poursuivre les hérétiques, et d'abord, bien sûr, ceux qui contestent la validité, la vérité de cette alliance de l'Empire et de l'Église. Le grand débat va s'organiser autour de cette affaire (ainsi les *circoncillions*).

On retrouvera constamment dans le monde chrétien les tendances vers l'anarchisme, le refus de l'alliance au politique : mais elles sont aussitôt condamnées. L'empereur a essentiellement besoin de l'unité de l'Église pour assurer l'unité de l'Empire. Elle est utilisée à partir de ce moment comme un appareil de propagande d'État, elle diffuse en même temps la nouvelle du christianisme et la volonté de Dieu exprimée par César. Elle ne comprend pas la contradiction avec la vie et la personne de Jésus.

C'est indéniablement la subversion par l'exercice du pouvoir qui se poursuit avec les rois, avec les empereurs.

Elle entraîne des conséquences affligeantes et ridicules.

L'Église est une puissance politique, mais elle est toujours au service de la puissance politique en place ou en cours d'installation. Successivement elle sera pour le Saint Empire romain germanique, mais aussi pour le roi de France qui s'en sépare. Elle bénira tous les rois qui s'emparent du pouvoir dans des successions tragiques ou orageuses, parfois sanguinaires et injustes. L'Église légitime tout. Et c'était la logique même, à partir du moment où elle accepte d'être associée au pouvoir en place.

...

Le crime de l'Église est alors situé dans ce processus de justification du pouvoir politique et de l'action politique. Et je dis que nous trouvons la même attitude, la même erreur avec les théologies de la Révolution. Elles sont aussi du constantinisme. Je connais la réponse : mais la Révolution n'est pas un pouvoir installé, elle n'a pas gagné, elle est justement dans l'opposition au pouvoir... Or, il faut comprendre que très souvent l'Église a misé sur le pouvoir montant, et pas forcément sur le pouvoir installé en train de se disloquer. Et d'abord, justement avec Constantin : il n'avait pas encore le pouvoir quand l'Église catholique lui a donné son appui. De même Luther quand il s'associe à la noblesse allemande contre l'empereur. De même Calvin quand il s'associe à la bourgeoisie montante en face de la noblesse et de la plupart des monarchies. Mais dans tous les cas, c'est l'erreur de vouloir justifier théologiquement un régime politique, de vouloir lui donner le label chrétien. Ce qui implique que l'Église reçoit en contrepartie son autorité et combien davantage ! La théologie dite de la Révolution est un mécanisme de justification de mouvements politiques qui ont la plus grande chance de réussir et d'établir les dictatures de demain.

Je sais qu'en face de cela, on me dira :

a) L'Église ne doit pas être purement spirituelle et se désintéresser de la politique.

b) Tous les régimes politiques ne sont pas équivalents, ou comme K. Barth l'avait fortement dit : « Tous les chats ne sont pas gris. »

Ce sont des évidences. Depuis 1935 j'affirme sans cesse que l'Église doit s'exprimer politiquement, et qu'il y a des choix à faire. Mais, avec deux différences radicales par rapport à ces options. La première, c'est que dans ses orientations politiques l'Église doit inventer un chemin autre. Ne vous conformez pas au siècle présent.

Il n'y a pas plus faux que de dire : « La société nous présente trois, ou quatre options, laquelle choisissons-nous ? » En réalité, l'Église doit inventer, innover, proposer un Nouveau, et ne jamais servir d'instrument de propagande et de justification pour une force politique quelle qu'elle soit. La seconde différence, c'est que si tous les régimes politiques ne sont pas équivalents, le chrétien peut choisir celui qui lui convient le mieux pour des raisons purement humaines. La démocratie me paraît plus souhaitable que la dictature. J'aime mieux le socialisme que le capitalisme. Mais Dieu n'a strictement rien à y faire. Ou plutôt peut-être Dieu agit-il dans tel sens, mais je n'en sais rien. La Bible ne me donne aucun moyen (197) pour déclarer tel régime conforme à la volonté de Dieu. En tout cas je n'ai pas non plus en tant que chrétien à identifier l'Histoire avec la volonté de Dieu. Nous ne devons jamais considérer que si tel pouvoir est installé, c'est que Dieu l'a installé.

Le scandale, c'est ensuite que l'Église cherche à se servir du pouvoir politique pour assurer sa propre autorité, pour obtenir des avantages. Subversion fondamentale de ce qui était pure grâce, en une politique du «donnant, donnant ». Tantôt l'Église achète sa possibilité de se maintenir au prix de toutes les concessions (comme en régime soviétique ou hitlérien). Ce faisant, elle désavoue les martyrs. Le martyr n'est pas un provocateur ni un entêté, il se donne à Dieu d'abord. Il vaut mieux obéir à Dieu qu'aux hommes. Tantôt elle se fait payer son appui par des avantages, des honneurs, des titres, et de l'argent, passant sous le règne de Mammon.

Tantôt enfin elle se fait acheter par des facilités qu'on lui accorde pour célébrer ses cérémonies, pour évangéliser, faire des bonnes œuvres, prêcher la bonne parole... Mais satan se réjouit de ce travail-là, car cet Evangile est dorénavant fondé non sur la Pierre de l'Angle, sur Jésus-Christ, mais sur la puissance de ce monde grâce à qui il est diffusé ! Il ne présente dès lors plus rien de redoutable pour le prince de ce monde. Il n'y aura jamais assez de mise en question de l'Église, mais de celle d'aujourd'hui aussi, pour ce double scandale.

\*

Les conséquences de cette aliénation de la Révélation dans et pour le pouvoir politique sont multiples. Nous en retiendrons trois.

Tout d'abord, événement stupéfiant, l'Église devient à son tour un État. Le pape devient un chef d'Etat. Avec la fameuse pseudodotation de Constantin (parmi les faux d'Isidore Mercator). En réalité les premières terres données à titre non pas de propriété privée pour permettre au pape de vivre, mais bien de territoire poli-tique, viennent des Carolingiens (peut-être de Pépin le Bref à Étienne II) : il s'agissait au début de la Pentapole et de vingt-deux cités de l'exarchat de Ravenne, pour sceller l'alliance entre le pape et la dynastie des Carolingiens qu'il s'agissait de légitimer. On est en plein marchandage politique. Quelle incroyable contradiction à tout l'Ancien et le Nouveau Testament ! À partir du moment où le pape devient chef d'Etat, il va se comporter inexorablement en roi politique, il n'aura de cesse d'agrandir son domaine royal, et on ne peut vraiment pas dire que cela fut à la plus grande gloire de Dieu !

Successivement et jusqu'au XIIIe siècle, la Romagne, les Marches, Spolète, le Bénévent (en partie), le comtat Venaissin... Un petit quart de l'Italie, l'un dans l'autre...

Et l'on connaît les guerres contre Florence, si la papauté avait pu annexer Florence... Autrement dit le pape se comporte pendant toute cette période comme un monarque identique aux autres. Comment s'étonner dans ces conditions qu'il y ait eu les mêmes erreurs à la cour du pape que dans toutes les autres cours italiennes ?

Richesse, sexualité, empoisonnements, beaux-arts, conflits pour le pouvoir, etc. À l'égard de la chrétienté, ceci entraîne une conséquence majeure: le pape quand il parle aux autres chefs d'État est inévitablement entendu lui-même comme un monarque étranger\*. Quand il agit en tant que chef d'État cela retombe inévitablement sur sa qualité de pape. Il ne peut arriver à rompre ce lien démoniaque. Ce qui fait que les meilleurs, les plus purs, les plus authentiquement chrétiens n'ont qu'une envie, c'est de démissionner, comme le fit le très saint Pierre de Morron (Célestin V).

Une seconde conséquence de cette politisation fut, très vite, la rupture en nations. Tant que le monde occidental fut dominé par l'organisation féodale, où les frontières entre royaumes n'étaient ni claires, ni constantes, où la structure politique essentielle était la Seigneurie, où il y avait une fiction d'unité de l'Europe avec le Saint Empire, on pouvait avoir l'image d'une chrétienté une, avec une tête une à Rome, et coïncidant avec une Église non fragmentée, catholique, universelle. Mais à partir du XIV, les rois commencent à prétendre former des unités politiques différentes des seigneuries, ils rassemblent celles-ci en ensembles plus vastes et de qualité différente (les royaumes) cependant que très curieusement apparaît un peu partout un sentiment que l'on est obligé de considérer comme nouveau : le sentiment national, dans le peuple. Indiscutablement, en France, en Angleterre, en Irlande, en Pologne, en Suède et Danemark, en Bohême paraît ce sentiment populaire national...

Comment dans ces conditions l'Église aurait-elle pu prétendre rester unie et universelle, par-dessus les frontières, au-dessus des conflits politiques, alors qu'elle était elle-même politisée jusqu'au bout | La conjonction du politique et du religieux entraîna dès lors la rupture de cette Eglise en unités nationales, et la soumission de ces Eglises au pouvoir politique. Le pape avait voulu être chef d'Etat. Il allait être peu à peu exclu de la direction des Eglises, devenues nationales, dans les autres Etats, Eglise gallicane, hussite, anglicane, etc. Ces ruptures vont avoir leur contrecoup dans la papauté même, au moment du Grand Schisme, quand les diverses nations ont prétendu faire nommer un pape de leur tendance. Et ce caractère « national » de l'Eglise empêtrée dans la poli. tique va continuer indéfiniment jusqu'au moment où peu à peu l'Église ne prétendra plus qu'à être un organisme religieux, mais l'Etat prétendra la faire servir à sa politique.

Et précisément, parce que cette Eglise avait abandonné le message premier antipolitique et anti-étatique, il ne suffisait plus d'être seulement spirituelle 1 Elle n'avait plus que le choix suivant : entrer dans les luttes des partis internes de chaque nation, défendre la droite par exemple, donner

des consignes de vote, s'engager à nouveau mais à l'intérieur du cadre national, en usant de son autorité spirituelle. On aura donc une Eglise aux ordres des coups d'Etat, de la bourgeoisie, etc., comme aujourd'hui parfois liée aux syndicats ou à la classe ouvrière. Ou bien une Eglise assimilée à la « cause nationale » et faisant de la patrie une valeur religieuse et chrétienne (curieuse utilisation de Jeanne d'Arc en France).

Ceci entraîne alors sous le couvert de la spiritualité une division grotesque de l'Église : elle ne peut pas être unanime. On aura, à l'intérieur d'une nation, une Eglise de gauche et une Église de droite (une Eglise pour les (201) syndicats et une autre fraction pour l'ordre et la hiérarchie, une Église pour et une Église contre la contraception, etc.). On aura de même une Église à Te Deum célébrant les victoires de sa nation, victoire donnée par Dieu, il va de soi — *Gott mit uns* — cependant que Dieu était de toute évidence français de l'autre côté. Voilà le comble du grotesque que le carnaval politique a imposé à l'Église ! Voilà ce qu'a coûté la prise au sérieux extrême de la politique par l'Église, au lieu d'obéir à sa vocation qui était de la démythifier, de la désacraliser, de l'inférioriser !

Reste un troisième ordre de conséquences : la contagion juridique et administrative. La politique produit du droit. L'Église contaminée par la politique a été, à son tour, amenée à faire du droit, à s'organiser sur le modèle administratif des États, à légitimer le droit fait par les pouvoirs politiques, qui sera présenté comme conforme à la volonté de Dieu. Bien entendu, ceci a pu présenter un aspect positif. On a beaucoup fait valoir que le droit romain aux IV-v\* siècles a été changé très positivement sous l'influence chrétienne : protection des esclaves, élévation de la condition juridique de la femme, nouvelles perspectives juridiques du mariage et de la famille, adoucissement du droit criminel... et tant d'autres choses. Biondo Biondi a écrit des volumes sur ce droit christianisé. C'est exact. Mais tout le problème est toujours de savoir ce que, finalement, ces améliorations juridiques ont coûté à l'Église qui cesse d'être le Messager de la Parole de Dieu pour devenir l'organisatrice d'une société humaine la moins insatisfaisante.

L'Eglise est sans cesse amenée à faire ce que Jésus a explicitement refusé : servir d'arbitre entre des parties juridiques. (202) Et de ce fait elle servira aussi des intérêts.

Comment pourrait-elle l'éviter ? Qui dit droit, dit intérêt ! Alors, elle sera bientôt amenée soit à servir le groupe le plus puissant soit à défendre les faibles (ce qui est bien !), mais comment le ferait-elle sans être en même temps en relation avec les dominants. Si les évêques peuvent défendre les *humiliores*, c'est parce qu'ils sont eux-mêmes reconnus comme des puissants par les autorités. Et encore, quand le conflit était relativement simple (le seigneur et les manants...), l'Église était devant des choix clairs, mais quand on arrive à une organisation socio-économique complexe, avec la bourgeoisie, l'Église peut se trouver du côté des puissants (riches, dominants, etc.) sans l'avoir voulu ni cherché. Elle est ainsi parce que, étroitement intriquée dans le tissu social, elle est utilisée souvent à son insu. La morale du travail, du service, de l'humilité, de la valeur de la pauvreté, tout cela sera utilisé par la bourgeoisie, alors que c'est un vrai message évangélique, mais que c'est seulement la moitié, ou le quart de ce message.

Ainsi les évêques au IV siècle vont devenir *defensores civitatis*, œuvre admirable, puisqu'il s'agissait de défendre les cités contre les abus des autorités impériales, et les *humiliores* dans les cités contre les *potentes*. C'était très bien. Mais Augustin, par exemple, se lamente en tant qu'évêque d'Hippone, de ce qu'il est surchargé de besognes administratives, et de ce qu'il ne peut matériellement plus s'occuper de sa fonction spirituelle d'évêque, et de sa tâche de prédication ! Or, cette utilisation des évêques pour des fonctions administratives par le pouvoir politique est toujours légitimable spirituellement. Il y a toujours du « bien à faire », comme si telle était la fonction donnée aux représentants du Christ.

Alors que pour le pouvoir, l'Eglise est un vecteur parmi d'autres de l'expression du pouvoir. Il en est toujours ainsi au cours de l'histoire, mais le pouvoir l'avoue rarement, avec le cynisme de Napoléon quand celui-ci disait : « Les curés tiennent le peuple. Les évêques tiennent les curés. Et moi je tiens les évêques. »

L'autre aspect de cette contamination juridique et administrative, la réciproque, c'est que l'Église devient en elle-même une organisation juridique et administrative. Elle s'organise sur un modèle d'Etat, elle fabrique du droit à l'imitation du droit romain, elle s'institue et se hiérarchise scrupuleusement. Et tout cela, elle le fait mieux que les États. Son droit devient un modèle, ce droit canon est si perfectionné qu'il va durer plus longtemps qu'aucun autre droit au monde. Son organisation administrative également. Mais la question est de savoir si l'Église est faite pour produire des règlements, si sa vie est ramenée à des codes, si elle a pour but divin de fournir au

monde un modèle administratif. En réalité l'Église a préféré le droit à la vérité de Jésus-Christ, fugace et intemporelle. Et, en tout, elle va introduire du droit (quand au lieu de récuser radicalement la violence, la puissance et la guerre, elle va par exemple élaborer la doctrine de la guerre juste, etc.), de même qu'elle sera sans cesse tentée (ainsi au XIV et au XVI siècle) de résoudre des crises spirituelles et religieuses par l'élaboration de textes juridiques et par une meilleure organisation administrative. La perversion de la Révélation par le politique ne pouvait pas aller plus loin.

\*

...

Il faut se rendre compte que l'église de Jésus-Christ n'est pas limitée par les barrières juridiques et dogmatiques : elle est constituée en même temps par les spirituelles et par l'institution, par la papauté et Joachim de Flore, par Luther et par Münzer, par les spirituels de Wittenberg et par les luthériens de stricte observance, par les prophètes cévenols et par la rigueur implacable de Calvin, par Bossuet et par les monarchomaques... Autrement dit il y a toujours eu dans l'Église, comprise au sens spirituel et théologique, un courant hostile au pouvoir politique, un courant révolutionnaire et anarchisant. Mais ce n'était pas celui-là que la société dans son ensemble, et surtout pas les pouvoirs politiques, reconnaissaient comme Église. Si ces innombrables mouvements ont « échoué », cela tient d'abord à leur nature intrinsèque : un courant spirituel n'est pas fait pour durer. S'attaquant au pouvoir politique, celui-ci forcément les attaquait à son tour, et il proclamait que la vraie Église était celle qui était son alliée, qui était la bonne, solide Église-institution, avec laquelle on pouvait passer des contrats et mener une politique cohérente. Cette Église-là, dès lors, se présentait officiellement comme la seule Église possible, admissible, et reconnue. Les autres étant condamnées à la fois par l'État et par l'Église officielle.

Parfois celle-ci, lorsque le pouvoir allait trop loin, était obligée de rentrer dans l'ombre et l'opposition, ainsi en 1790, les prêtres insermentés sous la Révolution française. Ainsi l'Église confessante en 1933 au Synode de Barmen, contre le régime hitlérien. Ainsi le cardinal Wyszynski et l'Église de Pologne en 1953 contre le régime communiste. Mais ce n'était qu'un accident de parcours. Sitôt qu'un accord était possible, cette Église résistante renonçait à sa résistance au pouvoir en lui-même quand le pouvoir changeait ou devenait raisonnable. On expliquait en général que l'Église devait reconnaître le pouvoir politique et le soutenir, sauf lorsque ce pouvoir devenait idolâtre ou hérétique et se mettait à persécuter l'Église. Principe reconnu par les par les églises catholiques ou calvinistes de la même façon. Mais enfin il faut retenir que la collision de l'Eglise et de l'État n'est pas constante, ni une anime, cependant la corruption de la révélation par la fréquentation des politiques, elle, a été constante et décisive.